

## Espionnage Etats-Unis-Russie : la guerre des espions qui fait son grand retour ne s'est en fait jamais arrêtée



Si Washington semble avoir renoncé à se lancer dans une aventure militaire directe ou indirecte contre la Russie - le repli de Syrie en est l'exemple frappant -, c'est loin d'être le cas dans le domaine de la guerre secrète. Pour ceux qui ont connu la période de la Guerre froide, le monde semble avoir fait un bond de 50 ans en arrière. À n'en pas douter, "l'espion qui venait du froid" de John le Carré est de retour. Mais à y regarder de plus près, s'est-elle jamais vraiment arrêtée ?

Avec Alain Rodier

L'ambiance délétère qui sévit aujourd'hui ne date pas de l'arrivée au pouvoir du président Donald Trump. Ainsi tous les spécialistes ont en mémoire l'incroyable échange qui a eu lieu le vendredi 9 juillet 2010 sur le tarmac de l'aéroport de Vienne. Dix Officiers Traitants (OT) du SVR - les services de renseignement extérieurs russes - qui vivaient clandestinement (dont quatre en couple) depuis des années aux États-Unis et qui avaient été appréhendés suite à la trahison d'un transfuge, ont été échangés contre quatre "traîtres" russes incarcérés mais fraîchement graciés par le président Dimitri Medvedev. La vie d'un couple clandestin d'agents soviétiques du KGB vivant aux États-Unis a parfaitement été décrite par la série « The Americans » de Joe Weisberg - lui-même ancien membre de la CIA - diffusée aux USA à partir de 2013. Avant de rejoindre les États-Unis, l'avion qui emmenait les quatre ressortissants russes a fait une brève escale sur l'aéroport militaire de Brize Norton en Grande Bretagne. Deux d'entre eux y ont été discrètement débarqués pour être récupérés par les Britanniques. C'est en effet le MI-6, les services secrets extérieurs de sa Gracieuse Majesté qui les avaient traités durant des années. C'était donc à Londres de gérer la suite pour ces deux taupes - et cela coûte généralement plus cher que la retraite d'un fonctionnaire des Affaires étrangères -.

Pour l'un d'eux, cela a failli mal se terminer. À savoir que Sergueï Skripal, un ancien colonel russe arrêté en 2004 avait été condamné à treize ans de prison en 2006 pour avoir été recruté par le MI-6 au milieu des années 1990. Lui et sa fille Loulia ont fait l'objet d'une tentative d'assassinat au neurotoxique Novitchok à Salisbury en mars 2018. À noter que les trois autres taupes russes n'ont pas connu de pareilles mésaventures, particulièrement Igor Soutyagin (né en 1965), un spécialiste en armement nucléaire qui était l'autre agent russe échangé pour avoir coopéré avec les Britanniques. Igor Soutyagin travaille aujourd'hui comme chercheur à l'Institut Royal Uni pour les études de défense et de sécurité (RUSI) à Londres. Pour leur part, les colonels Alexandre Zaporozhsky (ex-SVR) et Guennadi Vassilenko (ex-GRU) coulent des jours heureux - mais désormais sous protection rapprochée - aux USA

Toutefois, dans le cas Skripal, une autre version des faits circule : ce seraient des mafieux russes qui auraient voulu interrompre la coopération qu'entretenait Skripal avec la police espagnole. Cette dernière s'intéressait d'un peu de trop près à leurs activités sur la péninsule ibérique, haut lieu du crime organisé - de toutes nationalités mais plus particulièrement russe -... Il serait en effet devenu un conseiller "es-mafia" pour les services espagnols. Déjà, le meurtre particulièrement horrible (empoisonnement au Polonium) de Alexandre Litvinenko en 2006 attribué aux services du Kremlin pourrait aussi avoir été commis par des mafieux russes liés (en bien ou

---

en mal) à son mentor Boris Berezovsky. Ce dernier au passé extrêmement controversé était recherché par la justice russe, française et brésilienne. Il s'est "pendu" avec sa cravate dans la salle de bain de sa villa l'année suivante...

Il est cependant vraisemblable que les services russes entretenaient (et entretiennent peut-être encore) des relations troubles avec les mafias russes à qui ils peuvent "déléguer" certaines missions dites "humides". Cela dit, on ne fait pas du renseignement - ni des affaires - avec des enfants de chœur. La seule question est alors : qui manipule qui ?

Quant aux accusations de Londres désignant systématiquement le Kremlin comme le "coupable", il convient de rester très prudent car nos amis anglais sont animés d'une russophobie historique qui remonte aux déboires passés qu'ils ont eu avec les services secrets russes (les "cinq de Cambridge", etc.). Il est même légitime de penser que si les Américains craignent globalement les Russes, les Britanniques sont là pour accentuer leur paranoïa exacerbée (qui pourrait douter de la parole d'un pays où officie James Bond 007 ?). Pour cela, ils passent par l'intermédiaire de prestigieuses universités et think tanks réputés qui, dans d'autres circonstances, pourraient être qualifiés par la justice américaine comme des "agents non déclarés d'un gouvernement étranger" ce qui est systématiquement le cas avec les Russes comme cela est décrit plus loin. Rajoutons que sur le plan de la morale, Londres n'a rien à envier à Moscou (ni d'ailleurs aux autres pays). C'est bien le MI-6 qui a recruté les deux taupes russes (mais aussi Litvineko) alors que la menace militaire et idéologique du Pacte de Varsovie avait disparu depuis des années.

Au début 1990, malgré l'effondrement progressif de l'URSS et du Pacte de Varsovie (devenu effectif en 1991) et la période de doutes qui prévalait alors au sein du KGB, sa "Première direction" chargée du renseignement à l'étranger avait tout de même lancé une vaste opération de pénétration aux États-Unis. Ce n'est pas une première car le vol des secrets de la bombe atomique par les services de Staline (dont une conséquence tragique fut le passage sur la chaise électrique le 19 juin 1953 des époux Rosenberg) et le maccarthisme (la "peur rouge") qui baignait la société américaine reste dans toutes les mémoires.

En 1992, le KGB éclatait en plusieurs entités, le FSB (le contre-espionnage), le Fapsi (les interceptions électromagnétiques), le corps des Garde-frontières et le SVR qui reprenait les missions de la "Première direction" et donc l'infiltration des États-Unis. Il faut dire qu'implanter des agents de renseignement clandestins à l'étranger est une opération qui ne s'improvise pas et qui nécessite en particulier des années de préparation. Les agents devaient s'installer sans attirer l'attention des autorités et vivre normalement. Ce n'est que dans un deuxième temps qu'ils pouvaient commencer à recruter des sources humaines qui devraient leur fournir des informations qui intéressaient le QG du SVR installé dans le quartier de Yasenevo à Moscou. Bien que certains agents aient eu - comme dans les films d'espionnage - les moyens de communiquer directement avec Moscou, ils passaient presque tous par l'intermédiaire d'Officiers Traitants (OT) agissant sous couverture diplomatique au sein de la mission russe auprès des Nations Unies à New York, ce qui confirme sa réputation de "nid d'espions" russes.

Lorsque la décision d'implanter un réseau a été prise, Vladimir Poutine n'était pas encore au pouvoir. Il est donc possible qu'il n'ait été informé de l'existence de cette structure qu'en 1996 lorsqu'il a été nommé adjoint au directeur des affaires de la Présidence. Mais si les règles de cloisonnement et de secret sont respectées au SVR comme cela se devrait l'être, ce n'est pas certain... Par contre, quand il a accédé aux plus hautes fonctions politiques en 1999, il a obligatoirement été prévenu par la hiérarchie en charge de ce dossier. Il est logique qu'il ait laissé l'affaire suivre son cours car il n'y avait pas de raison de la démonter, surtout si, à terme, elle pouvait rapporter des renseignements intéressants. Toute opération d'infiltration de ce type s'étale sur de nombreuses années et nécessite des investissements financiers importants. Quand on observe les échecs rencontrés, il est légitime de s'interroger sur leur pertinence en fonction du rapport coût/efficacité. Cela laisse à penser que les services russes continuent à y trouver leur compte ce qui ne lasse pas d'inquiéter car il doit exister d'autres réseaux du même type de par le monde.

L'"espionne" (les pro n'aiment pas cette appellation, ils parlent d'"OT" ou d'"agents de renseignement") la plus connue ayant été échangée en 2010 est Anna Chapman. Elle avait été infiltrée plus tard en obtenant dans un premier temps la nationalité britannique en épousant Alex Chapman en 2002 avant de divorcer en 2005. Après un séjour d'un an à Moscou, elle se serait installée à New York en 2006. Elle n'a attiré l'attention du FBI qu'en juin 2010 à Manhattan. Elle communiquait discrètement tous les mercredi avec un OT russe en poste auprès de la mission des Nations Unies à New York. Pour être sûr du coup, le FBI lui a envoyé un agent du FBI sous couverture se faisant passer pour un OT du SVR. Il lui a remis un faux passeport (il fallait une preuve matérielle recevable par la justice pour la faire condamner). Toutefois méfiante, elle avait rapporté ce passeport à la police le lendemain mais il était trop tard, le piège s'était refermé. Globalement, cette Mata Hari moderne semble avoir été aussi peu professionnelle que son ancêtre. Cela ne l'a pas empêché de faire ensuite la une des médias russes à la gloire de leurs services secrets.

Si d'autres affaires ont bien eu lieu depuis, celle qui a le plus marqué les esprits est celle de Maria Valeryevna Butina née le 10 novembre 1988. Sa famille vivant en Sibérie, elle a été initiée très jeune à la chasse et aux armes par son père. Elle suit des études de sciences politiques puis s'installe en 2011 à Moscou où elle fonde une agence de publicité tout en militant au sein du parti politique présidentiel "Russie Unie". Parallèlement, elle crée l'association "Droit de porter des armes" dont l'objectif est d'obtenir un assouplissement de la législation portant sur la détention d'armes en Russie. C'est dans ce cadre qu'elle commence à effectuer des déplacements réguliers aux USA en compagnie d'Aleksander Torshin, un sénateur (membre du parti "Russie Unie") dont elle est devenue l'assistante. Elle noue fort logiquement des liens avec la National Rifle Association (NRA), le puissant lobby pro-armes américain. Elle quitte la présidence de son association en 2014. En janvier 2015, Torshin est nommé gouverneur adjoint de la banque centrale de Russie et Butina continue à être salariée comme son assistante jusqu'en mai 2017.

Toutefois, en août 2016, elle s'inscrit à l'Université américaine des relations internationales à Washington DC. Elle ne le sait pas mais elle est sous la surveillance du FBI. Au cours de soirées arrosées, elle aurait alors fait état de ses relations avec le pouvoir russe. Ces déclarations ont été rapportées par ses petits camarades aux autorités américaines. Cela ne l'empêche pas d'obtenir un Mastère en Relations internationales en 2018.

Elle est arrêtée le 15 juin 2018 - comme par hasard, un jour avant la rencontre Trump-Poutine à Helsinki -. Il lui est reproché d'être un

---

"agent non déclarée d'un gouvernement étranger (la Russie)". En effet, son travail pour Torshin alors qu'il était à la Banque centrale de Russie est considéré comme un poste officiel non privé. Elle aurait donc dû le déclarer à l'immigration lorsqu'elle est venue suivre des études aux USA. En réalité, elle est soupçonnée avoir tenté d'approcher des personnalités politiques - particulièrement républicaines - via la NRA ainsi que grâce à des organisations religieuses comme la "Fellowship Foundation". Cerise sur le gâteau, le FBI cherche à savoir si elle n'a pas servi d'intermédiaire pour financer la campagne présidentielle de Trump par NRA interposée. Pour éviter la prison à vie, elle a plaidé coupable pour le premier chef d'inculpation évoqué plus avant. Elle est passible de cinq années d'emprisonnement.

Il est vraisemblable que son niveau intellectuel, ses études et son goût pour les armes à feu ont effectivement attiré l'attention des services extérieurs russes. Même si elle n'a pas été formée comme un OT "classique", l'opportunité était trop belle pour les services russes de l'infiltrer au sein de la NRA. Ce lobbies est considéré comme un objectif intéressant aux États-Unis tant il est fréquentée par des personnalités de haut niveau. Aujourd'hui, il s'agit pour Moscou de la récupérer le plus rapidement possible, les services russes s'étant fait un devoir de ne jamais abandonner un des leurs, même s'il faut employer des moyens que la morale réprouve.

Donc, comme par hasard, le 28 décembre, Paul Whelan détenteur de quatre passeports (américain, canadien, britannique et irlandais) est interpellé à Moscou pour espionnage par le FSB. Cet ancien Marine qui avait été chassé de l'armée pour vol en 2008 (ce qui ne constitue pas forcément une preuve mais peut être une "légende") séjournait à Moscou pour assister au mariage d'un ami. Une clef USB contenant des informations classifiées lui aurait été remise dans sa chambre d'hôtel cinq minutes avant qu'il ne soit arrêté. Sinon, il communiquait régulièrement par le net avec des citoyens russes. Sans être devin, il semble probable que même s'il a des choses à se reprocher, Paul Whelan n'était pas en mission de renseignement. Il s'est tout simplement fait piéger par les services russes qui pensent tenir une monnaie d'échange pour Butina.

Mais il semble que les services américains veulent faire monter les enchères. Le 29 décembre soit le lendemain de l'arrestation de Whelan à Moscou, Dmitiri Makarenko, un citoyen russe né en 1979 accompagné de son épouse, de ses parents et de ses enfants, débarque pour un voyage touristique à l'aéroport de Saipan sur les île Mariannes. Dans le cadre des accords liant ce pays aux États-Unis, il est aussitôt arrêté et transféré en Floride escorté par des agents du FBI. L'acte d'accusation le concernant affirme que lui et son associé, Vladimir Nevidomy habitant en Floride, ont tenté en juin 2017 d'exporter vers la Russie des équipements militaires comme des lunettes de vision nocturne pour fusils et des amorces de munitions. Nevidomy qui est détenu aux États-Unis a plaidé coupable en juin 2018 et purge aujourd'hui une peine de 26 mois d'incarcération. S'il est reconnu coupable, Makarenko risque une peine de 45 ans de prison. Même s'il ne s'agit pas vraiment là d'une affaire d'espionnage à proprement parler, cela donne à Washington un pion supplémentaire pour les négociations à venir.

Il y a longtemps que la justice américaine entend poursuivre en dehors de ses frontières tout individu ou société en infraction par rapport aux lois nationales US. La dernière en date est l'inculpation de l'avocate russe Natalia Veselnitskaya le 8 janvier pour obstruction à la justice US alors qu'elle défend les intérêts de citoyens (russes) devant un tribunal new-yorkais pour une sombre affaire de détournements de fonds. En fait, ce qui intéresse surtout la justice américaine, ce sont les relations qu'elle a entretenue avec Donald Trump Junior et l'équipe de campagne de son père. Sachant qu'elle allait finir par se faire arrêter, elle aurait quitté le territoire américain.

Ces manières de procéder sont très utiles au néoconservateurs américains pour faire respecter ses décisions politico-économiques prises à l'encontre de certains pays comme la Russie, l'Iran ou la Chine. Certains hommes d'affaires européens et la BNP l'ont appris à leurs dépens... En outre, elles ont un but politique intérieur : procéder à la chasse aux sorcières dans la plus pure tradition du maccarthisme des années 1950. Le gibier actuel, le président Trump en personne !

Tous ces développements ont conduit le Ministère russe des Affaires étrangères à diffuser une fiche d'alerte concernant ce qu'il désigne comme une "chasse de nos citoyens". Il les incite à prendre toutes les précautions car, en fait, pour les ressortissants russes, il n'y a aucun endroit et aucune garantie de ne pas se faire arrêter sous n'importe quel prétexte à la demande de Washington. Londres a émis à peu près la même mise en garde vis-à-vis des ressortissants britanniques mais en désignant l'"ennemi russe".

À n'en pas douter la "Guerre froide secrète" se poursuit mais avec de nouveaux éléments. Moscou ne veut plus, depuis la disparition du Pacte de Varsovie, lancer les divisions blindées à l'assaut de l'Europe mais défend ses intérêts nationaux bec et ongles. Washington ne tient plus à être le "gendarme du monde" sur le plan politico-militaire mais souhaite préserver ses intérêts économiques contre les attaque de multiples concurrents - dont son ancien alliée, l'Europe -. La Chine est en phase d'expansion d'influence, pas politique mais économique, puisqu'elle ne veut pas exporter "son" communisme (désolé pour les intellectuels de mon époque, mais le maoïsme est bien mort) mais ses produits "made in China". Le reste des grandes nations tente de survivre en créant des alliances chancelantes et l'Europe continue à se diviser depuis que les Britanniques ont décidé de la quitter pour se rapprocher du monde anglo-saxon. Ce désordre mondial est un terrain de jeu idéal pour les services secrets qui permettent aux dirigeants politiques de tous les pays de faire preuve officiellement de "morale" avec tout le tintouin qui va avec tout en défendant secrètement leurs intérêts avec les moyens du bord, c'est-à-dire hors la loi.